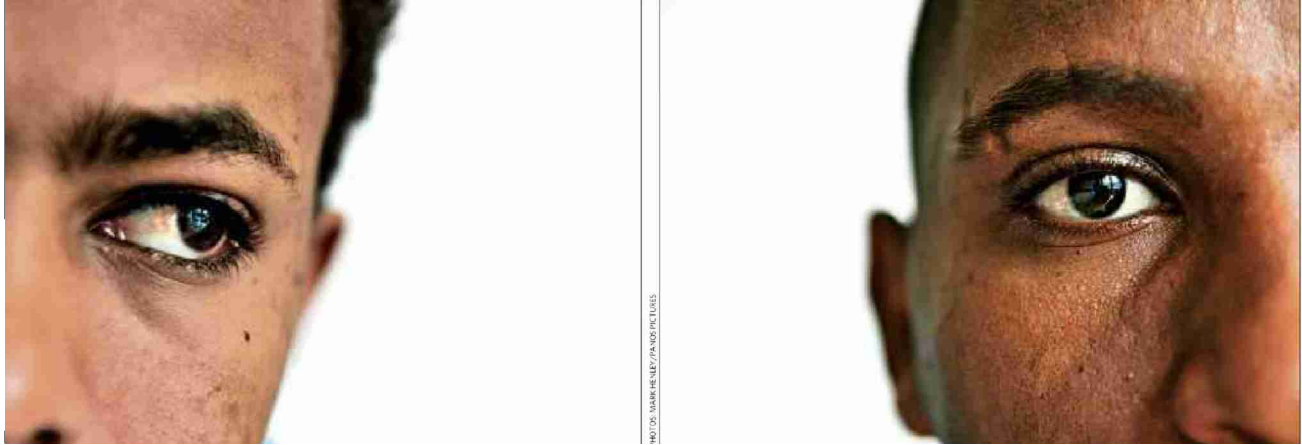



 Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

 Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 37'021
Parution: 6x/semaine

 N° de thème: 370.003
N° d'abonnement: 1095678
Page: 7
Surface: 98'767 mm²


Hasan, Somalien, et Merih, Erythréen, ont fui leur pays à 16 ans, seuls, pour rejoindre l'Europe. A Genève depuis quelques mois, ils étudient et tentent l'intégration. GENEVE, 21 MAI 2015

«Ma mère m'a supplié de revenir, j'ai refusé»

> Asile Deux mineurs non accompagnés racontent la traversée de la Méditerranée

> Face à la hausse du nombre de jeunes migrants, Genève a créé une task force et ouvert des classes d'accueil

Laure Lugon Zugravu

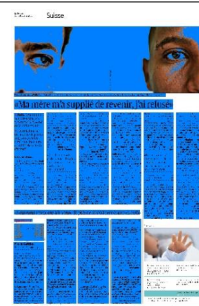
A 18 ans juste passés, Merih* connaît déjà le prix de la vie. Pour l'avoir vue maintes fois disputée à la mort sur le rafiot pourri qui l'arrachait à l'Afrique. Il quittait alors de la plus dangereuse manière son Soudan natal, où sa famille, originaire de l'Erythrée en guerre, était promise à un avenir de sans-papiers méprisés. «Au Soudan, j'aurais été un éternel émigré, car ce pays ne régularise pas les étrangers, raconte le jeune

homme. Comme chrétien, je ne pouvais pas faire d'études à Khartoum et l'école anglaise était trop chère. Avec deux frères à Genève, il fallait que je tente ma chance aussi.» Traverser la mer pour rejoindre le paradis. Sait-on, lorsqu'on a 16 ans à Khartoum et qu'on rêve d'Europe, sait-on les bateaux surchargés et abandonnés aux vagues de la Méditerranée? Sait-on les cris, la faim, la soif, la grande bleue qui s'ouvre et engloutit ceux qui poursuivaient un rêve? Sait-on que la prière n'y suffira pas? «Oui, on sait tout cela, répond Merih. En Afrique aussi, les journaux diffusent les images des bateaux en perdition. Mais on n'a pas le choix.» Prendre le risque de mourir plutôt que de vivre comme une moitié d'homme.

«Ces classes sont probablement les plus studieuses du canton, contrairement aux préjugés!»

L'afflux de migrants en Méditerranée n'épargne pas la Suisse. A Genève, il a fallu ouvrir quatre classes d'accueil supplémentaires depuis décembre dernier, dont une deuxième classe d'alphabétisation, face à la centaine de mineurs non accompagnés (MNA) arrivés depuis l'an dernier. «Des classes qui, contrairement aux préjugés, sont probablement les plus studieuses du canton!» se félicite Joël Petoud, directeur du Service de

l'accueil du postobligatoire. «Car les élèves sont preneurs de tout ce qu'on leur offre. Ils savent que l'école est leur planche de salut et ils investissent beaucoup dans les relations avec les professeurs.» Merih, ou la preuve par l'acte: maîtrisant déjà quatre langues, le jeune Erythréen vient de commencer l'italien. Après un an et demi seulement en classe d'accueil puis d'intégration, il est fier d'entamer cet automne l'école de commerce. Un enthousiasme que constate aussi Yann Boggio, secrétaire général de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASE): «Il y a une grande violence à être arraché adolescent à son milieu social.



Le passage chez nous adoucit la rupture.»

Pour Merih, celle-ci commence un soir d'été. Il quitte le Soudan sans prévenir, «parce que ma mère n'aurait pas supporté». Une fois en Libye, alors que son frère à Genève s'est acquitté de 1600 dollars aux passeurs, Merih est enfermé dans le sous-sol d'une maison, avec 300 personnes. Deux mois sous terre, sans faire de bruit, de peur d'être dénoncé par les voisins et jeté en prison. Jusqu'au soir où, enfin, arrive le camion qui le mènera au rivage, moyennant encore 1600 dollars. «J'ai pu appeler ma mère. Elle m'a supplié de revenir, j'ai refusé.» La voix du garçon se brise, comme à chaque fois qu'il parle d'elle.

Ce soir-là sera un faux départ. Car l'embarcation est surchargée et l'Erythréen est débarqué. Encore onze jours à attendre, de l'autre côté de l'Europe qui lui sourit, croit-il. Et enfin l'épreuve du large, désirée, redoutée. Il n'a oublié ni la date ni la couleur du ciel: le 23 septembre 2013, vers minuit. «On nous a fait monter sur un canot pneumatique pour rejoindre un bateau de pêche. Quand on est arrivés, j'ai constaté qu'il était très, très vieux.» Pendant deux jours et autant de nuits, il faut écopper l'eau qui s'infiltré, parmi les femmes et les enfants en souffrance. Et toujours pas de terre en vue. «J'ai prié. Ma seule peur, c'était pour ma mère. Je craignais qu'elle ne survive pas à ma mort.» Merih couvre son visage et laisse couler son chagrin. Jusqu'au souvenir de la lumière dans la nuit: «On a vu arriver un bateau italien pour nous sauver. Il était immense. Aussi grand que le *Titanic*!» Aussi beau que sa délivrance. Débarqué en Sicile, Merih quittera rapidement l'île, grâce à des

Erythréens convertis dans le business de passeurs vers le nord.

Quelques mois plus tôt, en mars 2013, le Conseil d'Etat genevois mettait sur pied une task force interdépartementale pour améliorer les conditions d'accueil, afin que les jeunes ne soient plus logés avec des requérants adultes.

Un premier objectif était donc de reconstruire le foyer de Saconnex, peu adapté. Ce que confirme Merih avec humour: «En Afrique, je me représentais l'Europe comme le paradis. Ce foyer n'y avait pas sa place!» L'Office des bâtiments travaille actuellement à rectifier le tir avec l'Hospice général. Seconde recommandation de la task force: améliorer le taux d'encadrement des jeunes sur les modèles vaudois et valaisan, jugés plus performants: «Malgré son manque de budget, l'Hospice général a récemment engagé des collabora-

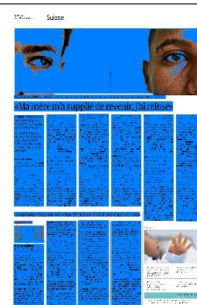
«J'ai mis six mois à arriver en Italie. Je ne peux pas imaginer mon futur, mais je ne veux pas rentrer»

teurs pour mieux encadrer ces jeunes. Il faudrait maintenant compléter l'équipe avec des éducateurs qui puissent jouer le rôle de référent parental», explique Christina Kitsos, chargée des affaires migratoires au Département de l'instruction publique (DIP) et coordinatrice de la task force. Elle précise que le DIP a aussi accordé un petit budget à la FASE pour l'encadrement d'activités extrascolaires, centres aérés ou camps. La task force prévoit aussi de mettre sur pied un soutien scolaire,

sous forme de tutorat exercé par des enseignants à la retraite ou des bénévoles. «L'interface entre le monde scolaire et professionnel, avec des maîtres d'apprentissage, est aussi une de nos priorités», explique Yann Boggio. Car certains jeunes, africains et afghans notamment, manquent de réseaux utiles à l'intégration et à l'insertion future sur le marché de l'emploi. Contrairement aux Kosovars ou aux Portugais, par exemple. «Les MNA sont pris en charge comme n'importe quels autres migrants allophones d'Europe, atteste Joël Petoud. Ils peuvent faire des études, avec les mêmes chances que les autres.» Mais leur avenir est plus incertain. Même si leur demande d'asile est rejetée, ils bénéficient souvent d'une admission provisoire. Mais certains sont tout de même déboutés.

Or, quand on a effectué l'aller en enfer, on n'envisage pas le retour dans la même classe. On n'envisage pas de retour du tout. C'est implicite dans les propos de Merih, limpide dans ceux de son ami somalien de 17 ans, Hasan*: «Depuis la Somalie, j'ai voyagé à pied, en voiture, en bateau. J'ai traversé l'Ethiopie, le Soudan, le Tchad, la Libye. J'ai mis six mois à arriver en Italie, ça m'a coûté 8000 dollars. Je ne peux pas imaginer mon futur, mais je ne veux pas rentrer.» A cause des onze frères et sœurs restés en Somalie et qui fondent leur espoir sur lui, à cause du danger tant de fois déjoué. Pourtant il répète, fermement, comme un grand, «non je n'ai pas eu peur». Puis fond en larmes. Ceux que la mer a épargnés garderont toujours du sel au coin des yeux.

* Prénoms d'emprunt



«Nous nous attendons à la venue de près de 29 000 requérants en 2015»

Questions à



Mario Gattiker

Secrétaire d'Etat aux migrations

C'est le genre de missive qu'ils n'aiment pas recevoir. Dans une lettre qu'il vient d'adresser aux cantons, Mario Gattiker, le secrétaire d'Etat aux migrations, leur fait comprendre qu'ils doivent prendre leurs dispositions pour accueillir davantage de requérants d'asile. Alors que les cantons sont déjà pris à la gorge et doivent rivaliser d'ingéniosité pour ouvrir des abris d'urgence. Il explique la démarche, qui risque de provoquer des remous.

Le Temps: Entre début avril et fin mai, le nombre de nouveaux requérants qui arrivent en Suisse, dans les centres fédéraux d'enregistrement et de procédure, a triplé, en passant de 224 à 708 par semaine. Il s'agit surtout d'Erythréens. Vous êtes en train de tirer la sonnette d'alarme en demandant aux cantons de se préparer. Qu'attendez-vous concrètement d'eux?

Mario Gattiker: L'objectif n'est pas de tirer la sonnette d'alarme, mais d'informer les cantons sur la situation actuelle. Nous avons d'ailleurs un échange régulier. Le fait est que depuis quelques semaines, nous faisons face à une augmentation importante des demandes d'asile. Nous avons connu une hausse

similaire l'année dernière. Les pronostics annoncés en début d'année de plus ou moins 29 000 pour 2015 sont toujours d'actualité. Nous réévaluerons la situation au courant de cet été. Les cantons n'auront pas de compensations particulières: l'hébergement des requérants est une responsabilité commune de la Confédération et des cantons. La Confédération a déjà ouvert plusieurs hébergements temporaires.

– Parmi ces requérants, beaucoup sont des mineurs non accompagnés (MNA). Existe-t-il une filière particulière qui explique cette nouvelle hausse?

– Si l'on considère les arrivées des dernières semaines, de nombreux MNA arrivent effectivement en Suisse et espèrent y trouver protection [136 depuis le début de l'année]. Il s'agit en grande partie d'Erythréens, qui peuvent être enrôlés dès 15 ans par le régime, pour effectuer le service national.

– Avec cette hausse, la situation est difficile, les places d'hébergement manquent, or les MNA devraient pouvoir bénéficier d'un traitement particulier. A Lausanne, il existe un foyer spécialisé, mais peu de cantons disposent de telles structures. Est-ce tolérable que des mineurs soient installés dans des centres avec des adultes, avec les risques d'abus qui peuvent se produire?

– L'hébergement et l'encadrement des mineurs sont certes un défi particulier. Il est de la responsabilité des cantons d'assurer un hébergement adapté. En faisant état de la situation actuelle, nous partons du principe que les cantons prendront les mesures idoines. Et nous constatons que beaucoup de cantons ont

une grande expérience et souvent aussi des projets spécialisés en faveur des MNA.

– Comment la Confédération s'occupe-t-elle d'eux à leur arrivée?

– Les procédures d'asile de mineurs sont traitées en priorité. L'objectif est qu'ils ne restent dans les structures fédérales que peu de temps. Une personne de confiance est mise à disposition du mineur dès son attribution dans un canton, pour le soutenir dans ses démarches.

– Craignez-vous que le nombre de requérants n'explode en 2015? Parleriez-vous de «situation de crise»?

– Non, on ne peut pas parler de situation de crise ou de chaos, comme l'avancent certains partis. Les fluctuations des demandes sont le propre de la migration. Le système doit permettre d'y faire face. Nous avons connu une hausse similaire l'an dernier. Par ailleurs, la grande partie des migrants qui arrivent actuellement en Suisse sont des personnes qui ont besoin de protection. Nous avons pris des mesures efficaces contre les demandes manifestement infondées. Cela a eu un effet positif, le taux de protection a augmenté: le système de l'asile en prend tout son sens.

– Avec la nouvelle réforme, le nombre de places d'hébergement qui relèvent de la compétence fédérale passera d'environ 1600 à 5000, dont 1280 en Suisse romande. Vous cherchez encore des emplacements...

– Effectivement, les discussions sont en cours, seuls les emplacements des sites pour la région «Suisse orientale», Zurich et Chevrolles (FR) ont été définis. **Propos recueillis par Valérie de Graffenried**